

# Charlie Reporter

## GRENOBLE QUAND LA GAUCHE BOIT LA TASSE en burkini

LAURE DAUSSY

Faire un tour aujourd'hui devant la piscine Jean-Bron de Grenoble, c'est rencontrer des maîtres-nageurs excédés – car après les burkinis, c'est un homme qui a voulu à tout prix se baigner en short – et des usagers qui se plaignent de voir la police tous les matins devant la piscine. Une nageuse, qui vient d'Allemagne, soutient les revendications des pro-burkini – « en Allemagne, on accorde plus de droits aux communautés ». Et puis on parle avec Valérie, conseillère principale d'éducation dans un établissement scolaire de la ville, convertie il y a vingt ans à la religion musulmane, « de la branche soufie », précise-t-elle, et mariée avec un musulman. « Elles ont fait du mal à la communauté musulmane. Tout le monde ne revendique pas le burkini, le voile n'est pas demandé dans les textes religieux. En attendant, on ne parle pas de spiritualité », déplore-t-elle. Et d'ajouter : « Je ne vois pas où est la pudeur. Quand on est la seule à porter un burkini, on est encore plus regardée ! »

C'est donc dans cette piscine municipale, située au beau milieu de la ville, qu'une dizaine de militantes ont convié des journalistes le dimanche 23 juin pour leur action qu'elles ont qualifiée de « désobéissance civile ».

### Une très bonne définition des idiots utiles de l'islamisme

Désobéissance qui consistait à enfreindre le règlement de la piscine, qui précise que, pour des « raisons d'hygiène et de salubrité, la tenue obligatoire est le maillot de bain une ou deux pièces », et interdit de manière précise « caleçon », « short cycliste » ou encore « combinaison intégrale ». Derrière ces militantes, une association de gauche, Alliance citoyenne de Grenoble, dont les sujets de lutte principaux à sa création en 2012 étaient la défense des locataires et la dénonciation du mal-logement. Mais comment est-on passé du logement à la défense du burkini ? L'association croit dur comme fer à la méthode Alinsky, du nom d'un sociologue, fondateur du *community organizing*, ou « organisateur de communautés », et maître à penser de la gauche radicale américaine. Le principe ? « Partir des colères diffuses des citoyens et construire une parole collective qui puisse être audible, négocier avec ceux qui ont du pouvoir », résume Adrien Roux, président d'Alliance citoyenne. Il y a un an, il repère Taous Hammouti – devenue porte-parole de ces femmes – dans une pièce de théâtre où « elle racontait son

« Désobéissance civile », « Rosa Parks », « liberté des femmes », les mots et les noms évoquent les grandes luttes de gauche pour l'émancipation. Et pourtant, ici, ils ont été utilisés par un groupe de femmes qui revendiquent le droit de se baigner en burkini à Grenoble. Elles ont fait une action coup de poing le 23 juin en entrant dans la piscine en burkini et en postant les images sur les réseaux sociaux. Elles sont soutenues par une association de gauche pour qui les injonctions religieuses rigoristes, et en particulier l'injonction patriarcale à la pudeur, ne sont pas si graves. *Charlie Hebdo* s'est rendu sur place pour comprendre qui sont ces « Rosa Parks musulmanes » – comme elles se nomment – et qui sont leurs soutiens.

expérience d'humiliation, de femme n'ayant pas pu se baigner en burkini », explique-t-il. Il lui a alors proposé de venir au sein d'Alliance citoyenne pour porter cette revendication.

### - PRIVÉE D'ACCÈS À LA PISCINE - ?

Mais cette mobilisation n'est pas du goût de tout le monde au sein d'Alliance citoyenne. Elle y a même suscité une explosion. Nous avons pu rencontrer trois anciens membres parmi ceux qui ont démissionné, trois femmes en rupture avec ces choix. « Au départ, Alliance citoyenne avait pour objectif de combattre les injustices sociales, demander des places de crèche ou se mobiliser contre les logements insalubres. Il y a des demandes plus urgentes que se baigner en burkini », lâche Élise, ex-membre du bureau, partie en juin 2018. « J'ai adhéré pour défendre les locataires », renchérit Marie-Antoinette, qui se présente comme issue de quatre générations d'immigrés. Des membres de l'association font part de leur opposition à cette mobilisation. Mais qu'importe, un groupe WhatsApp « Toutes à la piscine » est créé pour mener ce projet à bien. « Celles qui s'y opposaient se sont fait traiter de racistes », souligne Élise. Peu à peu, plusieurs nouvelles militantes pro-burkini sont recrutées. Des anciennes dénoncent même un double discours : « On nous disait qu'il n'y aurait pas d'action sous l'égide d'Alliance citoyenne sur le burkini, et on disait l'inverse à Taous Hammouti. »

Pourquoi une asso de gauche s'empare-t-elle de ce combat ? Nous interviewons Adrien Roux dans le train entre Grenoble et Lyon, où il se rend pour... chapeauter une nouvelle mobilisation pro-burkini, cette fois-ci à Villeurbanne, dans la banlieue de Lyon. « On se bat contre les interdictions qui privent des femmes d'aller à la piscine. L'interdiction du burkini crée des situations de ségrégation qui amènent ces femmes à être à part de la société. Le service public doit être accessible à tous », revendique-t-il. Une formulation maligne qui laisserait penser que ces femmes seraient interdites de piscine municipale du fait de leur couleur de peau ou de leur religion. Taous Hammouti – que nous avons contactée mais qui ne nous a pas répondu – tient ces mêmes éléments de langage dans un communiqué : « Nos enfants qui doivent être accom-

## RÈGLEMENT P



pagnés par un adulte pour aller à la piscine sont aussi pénalisés quand leur mère est privée d'accès. » « Privée d'accès... Voilà comment on en arrive à faire cette référence – déplacée – à Rosa Parks, figure emblématique de la lutte contre la ségrégation raciale aux États-Unis, arrêtée parce qu'elle avait refusé de céder

### « Nos piscines sont mixtes, que faire ? »

Le burkini, dernière tendance de la mode, summum de la liberté ou vision rigoriste de la religion ? Pour gagner ce quiz, il suffit d'écouter des propos de l'imam Hassan Iquioussen, extraits de son compte YouTube et compilés par le blogueur laïque Naëm Bestandji. Voici ce qu'il disait en 2013 devant des jeunes femmes : « On ne doit pas faire l'étalage de ses atours en présence d'hommes étrangers. La nature de l'homme est ainsi faite, les hommes ne baissent pas leur regard, [ils] sont des prédateurs. L'objectif, c'est que les relations entre les hommes et les femmes soient animales. Alors pour protéger

la femme [...], Dieu nous dit : cachez votre beauté, il y a des loups affamés. » Plus tard, en 2014, il militait pour des horaires aménagés : « Nos piscines sont mixtes [...], que faire ? [...] Ce serait bien que les musulmanes s'engagent politiquement. [...] La piscine municipale est là grâce à vos impôts. [...] Il suffit de s'asseoir à la table des négociations. » Et de préciser : « Le mot religion, on le met de côté. [Il faut dire :] Je suis pauvre, ma philosophie m'impose des restrictions. » S'il en est une qui applique ces conseils, c'est bien la porte-parole des pro-burkini à Grenoble, Taous Hammouti.





# INE ISLAMIQUE



## PUDEUR RANGERS

Éric Piolle fait le jeu du « maccarthysme anti-islamistes »

place à un Blanc dans un bus. Sauf qu'ici il n'est pas question de couleur de peau, mais de choix d'adhérer à des signes religieux. Quant à cette injonction de pudeur pour les femmes, gêne-t-elle le président d'une association de gauche, théoriquement féministe ? « Je [la] respecte, c'est un choix personnel d'identité », répond-il. Taous n'impose pas aux autres de faire la même chose. »

Ces revendications viennent-elles vraiment de la population elle-même, dans la lignée de la méthode Alinsky ? Il semblerait en tout cas que l'association prenne les devants. Des femmes voilées sont directement repérées et interpellées par des militants, dans des centres commerciaux, par exemple. Une des femmes présentes à la réunion de Villeurbanne nous explique avoir été abordée dans un magasin par une militante d'Alliance citoyenne. Adrien Roux n'hésite pas aussi à faire de la retape via Facebook, par exemple sur le groupe du CRI Perpignan, Coordination contre le racisme et l'islamophobie, où il écrit : « Appel à la désobéissance civique contre toutes les xénophobies », avec un lien vers les visuels de l'action.

Mais qui est donc cette Taous Hammouti, devenue porte-parole de ces militantes ? En matière de Rosa Parks, il y a de la marge. Ses prises de position s'avèrent être plus proches de l'islam politique que de revendications émancipatrices. Comme l'a révélé Naëm Bestandji, militant laïque et blogueur, quelques jours après les attentats de Charlie, elle publie sur sa page Facebook un visuel avec comme légende : « N'oubliez jamais que c'est Charlie qui a gagné le premier. » Elle a aussi lancé une pétition pour la libération de Tariq Ramadan et poste régulièrement des articles de son frère, Hani Ramadan, qui considère par exemple la lapidation comme une injonction divine.

Lorsque l'on expose ces éléments à Adrien Roux, il s'offusque qu'on veuille « disqualifier » une personne avec des posts Facebook qui « remontent à quatre ans ». « On peut la soupçonner d'avoir des opinions douteuses, mais pas l'empêcher d'accéder à la piscine », insiste-t-il. « Oui, ces femmes ne sont probablement pas de gauche », reconnaît-il. [Mais] il faut avoir de l'empathie pour tout le monde. » Peut-être une très bonne définition des idiots utiles de l'islamisme.

### • NOUS NE PARLONS PAS À « CHARLIE » •

Au-delà d'Alliance citoyenne, l'action burkini a été soutenue dans un communiqué par plusieurs organisations « classiques » de la gauche et de l'extrême gauche locale, que Charlie a souhaité rencontrer. Les Jeunes Communistes de Grenoble ne nous ont jamais répondu, l'Unef non plus – sans doute quelques rancœurs suite à une précédente enquête à leur sujet (voir Charlie n° 1397). Pour le reste, c'était sans compter sur la bêtise et l'ignorance crasse de certains de leurs représentants, qui manifestement ne lisent pas le journal. Première réponse de la part des Jeunes Insoumis de Grenoble, via Facebook : « Bonsoir, nous ne nous exprimons pas dans les torchons réactionnaires et islamophobes. Mais bon courage quand même pour votre reportage à charge contre la communauté musulmane (smiley clin d'œil). » Précisons qu'ils nous envoient un message d'excuse le soir même – probablement parce que entre-temps on s'était adressé directement à l'attaché de presse de Jean-Luc Mélenchon pour demander si des personnes voulaient nous parler sur place, tout

Premier concerné par ces revendications : le maire de la ville, Éric Piolle. Lors de notre entretien, il dénonce d'emblée un projet d'« islam politique » de la part des activistes et refuse de « discuter le règlement de la piscine avec des religieux ». Il dénonce aussi l'« hypocrisie du gouvernement » qui se défause sur les maires. Il nous montre effectivement un guide établi par le ministère des Sports, dont une page est consacrée au burkini, dans des propos pour le moins alambiqués. Ainsi, l'interdiction du port du burkini « ne pourrait être légale que sur la base de raisons objectives telles que l'hygiène et ou la sécurité, mais aussi démontrables afin de ne pas aboutir à une discrimination indirecte pour des raisons religieuses ». Le guide ajoute : « Compte tenu de la situation tendue, l'ouverture d'un dialogue avec la personne semble s'imposer. » « Autrement dit : débrouillez-vous ! » lâche-t-il. Ainsi, la législation peut être différente d'une ville à l'autre : la ville de Rennes autorise le burkini dans ses piscines. Du côté de l'opposition, Matthieu Chamussy, ancien LR, et probable futur candidat de la droite et du centre à la mairie de Grenoble, affirme que le maire n'a pas été à la hauteur : « L'action était annoncée, il aurait pu faire intervenir les policiers. » « Les militantes cherchaient des images sales, avec la police qui vient les chercher pour faire le buzz, j'ai voulu éviter ça », répond de son côté Éric Piolle. Intéressant de constater que monsieur le maire a

évolué au fil de ses prises de parole sur le sujet. Dans un premier communiqué, le 21 mai, après une autre action des pro-burkini, il renvoie tout le monde dos à dos : « J'entends la controverse sur deux interprétations possibles de l'égalité républicaine », écrit-il. Puis dans un deuxième communiqué, le 25 juin, il condamne plus fermement les atteintes au règlement de la piscine. C'est seulement dans un troisième temps qu'il dénonce un « islam politique » auprès de la presse. Pour Adrien Roux, d'Alliance citoyenne, ce changement de braquet est dû à un « maccarthysme anti-islamistes », rien de moins : « Comme on traquait à l'époque les communistes, il y a une pression forte sur les leaders politiques pour ne pas être perçu comme proche de personnes considérées comme islamistes. » Mais, selon nos informations, c'est surtout la présence d'un adjoint au Sport, Sadok Bouzaïene, immigré venu de Tunisie dans les années 1970, très ferme sur ces sujets-là, qui a fait évoluer la position d'Éric Piolle. On a contacté Sadok Bouzaïene, qui ne mâche pas ses mots : « Je connais le Coran, nous avons affaire à de l'islam politique, à une victimisation de quelques personnes, une volonté de mettre la pression sur les femmes pour leur dire de se couvrir. Taous Hammouti n'est pas de Grenoble, ils ont choisi cette ville comme terre de lancement de leur mobilisation, ils pensaient qu'avec un adjoint maghrébin ce serait facile, ils sont mal tombés. » L.D.

en s'étonnant de cette première réponse... Après tant de haine, on était tout guillerets d'avoir pu caler un rendez-vous avec un représentant lycéen de l'UNL Isère. Mais c'était sans compter sur ce SMS reçu à 21 h 15 : « Après concertation avec le bureau de l'UNL Isère, nous avons décidé d'annuler le RV de demain. » On tente un « Pour quelle raison ? » Réponse : « La ligne islamophobe de Charlie ne nous donne pas envie d'adresser une entrevue à celui-ci ». ... À l'extrême gauche, seule Lutte ouvrière a publié un communiqué qui dénonce « une opération des islamistes ». Il faudra donc que les Jeunes Insoumis expliquent à LO combien ils sont « réactionnaires ». ●